

Appel à contribution d'ouvrage

« Les enjeux de l'économie circulaire dans l'espace Francophone »

Date limite de réception des intentions de rédaction : **30 avril 2022**

URL de Réponse

<https://portail.emse.fr/limesurvey2021/index.php/949737?lang=fr>

1. Contexte

L'économie circulaire est un des principaux moyens permettant d'accélérer la transition vers l'économie verte. Bien qu'il n'existe pas encore de définition internationale consensuelle du concept d'économie circulaire, il peut se définir comme un « système de production, d'échange et de consommation visant à optimiser l'utilisation des ressources à toutes les étapes du cycle de vie d'un bien ou d'un service, dans une logique circulaire, tout en réduisant l'empreinte environnementale et en contribuant au bien-être des individus et des collectivités » (Institut EDDEC). L'objectif est de passer du modèle économique classique basé sur une approche linéaire (extraction de ressources et de matières premières, transformation, distribution, consommation, mise au rebut), à une approche circulaire, où les matières premières et l'énergie sont issues de sources renouvelables et où les déchets sont réutilisés comme matières premières.

Le 25 septembre 2018, l'Organisation internationale de normalisation (ISO) a approuvé la création du groupe de travail technique ISO/TC323 sur l'économie circulaire. Ce groupe de travail, sous la présidence de la France (AFNOR), a débuté ses travaux lors d'une première réunion du 20-22 mai 2019, à Paris.

Le domaine d'application proposé de ce groupe de travail est principalement la normalisation dans le domaine de l'économie circulaire pour développer un cadre, des exigences, des lignes directrices et des outils relatifs à la mise en œuvre de projets d'économie circulaire. Les outils peuvent toucher par exemple à l'évaluation des projets, aux indicateurs de performance, à la terminologie, etc.

Les référentiels proposés pourront s'appliquer à toute organisation souhaitant mettre en œuvre des projets d'économie circulaire, tels que des organisations commerciales, des services publics ou des organisations à but non lucratif.

Ce groupe de travail est fondamental pour les États et gouvernements membres de la Francophonie. En Afrique en particulier, « avec une population africaine estimée à 2,8 milliards d'habitants en 2060, l'adoption de pratiques de consommation et de production viables à long terme est impérieuse », déclarait la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE) en 2019. Les prochaines

normes internationales en économie circulaire risquent de fixer le cadre d'un nouveau modèle économique, de nouveaux modes de consommation et de production, qui auront un impact certain

sur les pays francophones, en particulier les pays en développement et les petites et moyennes entreprises. Plusieurs enjeux sont notamment posés par la participation des pays francophones aux travaux de normalisation ISO, tel que :

- S'assurer que le domaine d'application des normes à venir sur l'économie circulaire ne soit pas restrictif ni n'exclut, notamment, les jeunes pousses, les TPME et PME, en particulier dans les secteurs de l'agriculture, nombreuses dans les pays francophones en développement.
- S'assurer que les outils développés par le groupe de travail répondent aux besoins des entreprises francophones.
- S'assurer que les normes en économie circulaire ne fassent pas doublon avec d'autres normes existantes.
- S'assurer que l'économie circulaire puisse favoriser le développement des chaînes de valeurs, telles que les filières cacao, café, coton, bois ou karité, par exemple.

Conséquemment, l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD) et le Réseau Normalisation et Francophonie (RNF) collaborent depuis 2019 à une initiative permettant de renforcer la participation des pays francophones aux travaux de l'ISO/TC323.

Or, l'économie circulaire est un modèle relativement jeune. Il est encore peu appliqué à l'échelle internationale. Selon le rapport *Circularity Gap 2021*, l'économie mondiale ne serait aujourd'hui circulaire qu'à 8,6%. Il existe très peu de données dans les pays en voie de développement, malgré l'apparence d'un impact réel de l'économie informel dans la circularité de flux de matières. En outre, l'application des principes de circularité soulève un ensemble de questions, d'enjeux et de défis divers et variés. Par exemple :

- **Infrastructures et compétitivité** : l'économie circulaire est une opportunité d'investir dans de nouvelles infrastructures durables, mais les pays en développement seront-ils pénalisés? L'application des principes de l'économie circulaire est-elle compatible avec la satisfaction des besoins de base à court terme? Comment faire de l'économie circulaire quand on importe presque tout? Les entreprises peuvent-elles demeurer concurrentielles, dans un contexte de mondialisation, face à des entreprises de l'économie linéaire? L'économie circulaire visant justement à optimiser l'utilisation des ressources qui circulent déjà dans nos sociétés et à consommer moins de ressources, serait-elle davantage une menace pour les pays dont les économies sont principalement basées sur l'exploitation des ressources naturelles, tel que les pays en développement? Quels sont les secteurs d'activités auxquels s'appliqueraient particulièrement bien les principes de circularité ? Etc.

Législatifs : quels sont les leviers dont les pays, les régions, les villes disposent pour repenser, optimiser les produits? Quelles politiques publiques sont les plus adaptées aux contextes des pays en développement? Incitatifs et subventions? Lois et règlements? Normalisation? Exemplarité gouvernementale? Achats publics durables? La société est-elle mûre pour activer certains leviers, tels que la réduction des subventions aux produits pétroliers? À quel coût? Quels seraient les

impacts, notamment pour le secteur informel? Quel est l'apport réel du secteur informel dans la circularité ? Quels sont les freins actuels à la transition vers l'économie circulaire ? Etc.

- **Données** : Quel est le niveau de circularité optimal (local, régional, national, international)? À quel moment les boucles de circularité sont-elles trop grandes et annulent-elles tout gain environnemental? Quelles sont les données disponibles? Comment obtenir les données manquantes? État des lieux? Centres de recherche? Baromètres? Quels est le potentiel de l'économie circulaire pour la création d'emplois décent pour les jeunes et les femmes ? Quels sont les opportunités pour les petites et moyennes entreprises ? Comment mesurer les impacts et bénéfices environnementaux, sociaux et économiques des principes de l'économie circulaire, en comparaison de l'économie linéaire ? Quels sont les conditions qui favorisent l'application des principes de circularité (densités de la population, infrastructures, pôles industriels, organisation des filières de récupération, technologie de recyclage, organisations de la société civile, etc.) ? Quels enjeux spécifiques pour les femmes et les jeunes ? Etc.
- **Enjeux stratégiques** : le statut quo est-il possible? L'économie mondiale, et en particulier des pays en voie de développement, peut-elle demeurer à long terme sur un modèle d'économie linéaire tout en luttant efficacement contre les changements climatiques, notamment? La mise en place à grande échelle d'une économie circulaire permettrait un découplage relatif entre croissance économique et épuisement/pollution de notre habitat terrestre, mais est-elle un modèle économique durable, ou seulement une manière de repousser l'échéance de la crise ? Sur le plan mondial, l'économie circulaire peut-elle exister en parallèle de l'économie linéaire (est-il utile, nécessaire, que tous les pays effectuent une transition vers l'économie circulaire ?). Dans les pays en développement, l'économie circulaire n'est-elle pas une stratégie spontanée, intuitive et plus réaliste que dans les pays industrialisés ? Etc.

En 2020, l'IFDD a initié un sondage auprès des acteurs francophones sur les enjeux de l'économie circulaire, pour tenter d'apporter un début de réponses à ces innombrables questions. Néanmoins, il apparaît évident qu'une recherche approfondie est nécessaire. Une telle recherche est notamment cruciale pour outiller adéquatement et efficacement les organismes nationaux de normalisation des pays francophones en développement participant aux travaux de normalisation ISO/TC323 sur l'économie circulaire, et qui ont la charge d'élaborer des projets de normes internationales qui tiennent compte de leur contexte, de leur spécificité, et réponde réellement à leurs besoins.

2. Objectif

L'objectif de ce projet de recherche est de proposer une analyse permettant de mieux comprendre les enjeux, les opportunités, les risques, de l'économie circulaire pour les pays francophones, en particulier les pays en développement. Dans ce cadre, l'Institut de la Francophonie pour le développement durable à travers ses partenaires : Mines Saint Etienne ; le Centre d'études et de recherches intersectorielles en économie circulaire (CERIEC), de l'École de technologie supérieur (ETS) de l'Université du Québec ; l'Observatoire de la Francophonie économique (OFE) et le Réseau Normalisation et Francophonie (RNF) ambitionne de réaliser un ouvrage sur « Les enjeux de l'économie circulaire dans l'espace francophone ».

3. Public cible

Les publics cibles de cet ouvrage sont les :

- Organismes nationaux de normalisation et comités miroirs.
- Décideurs publics
- Femmes et jeunes entrepreneurs
- Organisations de la société civile

4. Modalités de l'appel

a. Rappel des priorités éditoriales de l'ouvrage

- Le thème central de cet ouvrage porte sur l'économie circulaire (sous toutes ses formes, formelle vs informelle) dans le contexte des pays en développement (en priorité les pays d'Afrique Subsaharienne membre de la francophonie).
- La priorité sera donnée aux contributions proposant une analyse des enjeux (opportunités/limites) économiques, sociaux, environnementaux, législatifs.
- Les retours d'expériences de pratiques en matière de circularité (exemple : gestion des déchets, etc.) sont vivement encouragés.
- L'équipe de direction de l'ouvrage encourage également les contributions des auteurs en provenance des pays d'Afrique Francophone et cela dans le but d'être au plus juste au regard du thème central de l'ouvrage.

b. Format des chapitres et calendriers

- **Format des chapitres finaux** : Les rédactions finales devront comporter entre 4 000 et 8 000 mots.
- La langue de rédaction est le français.
- **Étapes et calendrier** :
 - o Date limite de réception des intentions de rédaction (détails à la suite) : 30 avril 2022.
 - o Date limite de réception des contributions complètes : 15 Septembre 2022
 - o Réponse de l'équipe de recherche au plus tard le 15 mai 2022.

c. Notes aux auteurs intéressés concernant les chapitres qui seront soumis

Les auteurs intéressés par l'appel devront faire part de leur intention de rédaction avant **le 30 avril 2022**. Les auteurs devront impérativement contribuer à partir du questionnaire disponible via le lien suivant : <https://portail.emse.fr/limesurvey2021/index.php/949737?lang=fr>

Le questionnaire propose d'indiquer :

- **Noms, prénoms et institutions des auteurs et co-auteurs** : les chapitres pourront être rédigés par un auteur directement concerné par l'appel avec conjointement jusqu'à trois co-auteurs.
- **Parties retenues** : un tableau intégré à la fin de ce document indique des axes proposés en lien aux parties de l'ouvrage. Les auteurs devront dès les intentions de contributions choisir et indiquer les parties dans lesquelles s'intègrent leur contribution, en précisant le numéro de chapitre, le thème du chapitre, le sous thème du chapitre.
- **Titre de la contribution**
- **Le résumé ne devra pas dépasser les 250 mots.**

La liste des chapitres est présentée dans le tableau ci-après.

N° des chapitres et thèmes	Sous thème
Chapitre 1 : Définition et principes de l'économie circulaire	Revue des définitions sur l'économie circulaire
	Qu'est-ce l'optimisation des ressources dans le contexte des pays du sud ?
	ADEME/RECYC-QUEBEC/Fondation EllenMcArthur : présentation d'une de ces stratégies d'EC
Chapitre 2 : Les stratégies, outils et leviers de circularité à privilégier	Les stratégies existantes en matière de circularité (ADEME/RECYC-QUEBEC/Fondation EllenMcArthur) dans un contexte de pays en voie de développement. Exemple : écoconception, économie collaborative, écologie industrielle, etc. Quels sont les stratégies ? Sont-elles toutes applicables au contexte des pays en développement ? Pourquoi. Etc.
	Les outils de l'économie circulaire et leur application dans un contexte de pays en développement. Exemple : analyse de cycle de vie, analyse de flux de matière, etc.
	Les leviers à privilégier. Exemple : politiques publiques, incitatives, réglementation, investissement, achats publics durable, etc.
Chapitre 3 : Enjeux économiques et sociaux de l'économie circulaire	Forces / Faiblesses des pays en développement qui peuvent freiner/accélérer la transition vers l'économie circulaire (exemple : énergie renouvelables, infrastructures, disponibilité des données, renforcement de capacités, etc.)
	Opportunités / Menaces de l'économie circulaire pour les pays en développement (exemples : emplois des jeunes et des femmes, croissance démographique, urbanisation, normes et labels, etc.)
Chapitre 4 : Exemples d'applications et bonnes pratiques	Quels sont les secteurs à fort potentiel de circularité, et pourquoi. Exemple d'application des principes outils et leviers de l'économie circulaire à certains secteurs spécifiques. Les auteurs sont libres de proposer des exemples de secteurs et de bonnes pratiques. Exemple de secteurs : bâtiment, agriculture, mobilité, etc.

Pour des questions éventuelles merci de contacter : ecocirculaire.francophonie@emse.fr